

Gabon : le gouvernement préparerait-il l'opinion publique à une faillite imminente ?

Le 02 novembre dernier, s'est réuni, au siège de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) de Libreville, le comité monétaire et financier national, sous l'égide de Régis Immongault, ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du développement, Mathias Otounga Ossibadjouo, ministre du Budget et des Comptes publics, et Lucas Abaga Ntchama, le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC).

David Otounga

L'objet de la réunion du comité a consisté essentiellement à analyser la conjoncture économique et financière des pays composant l'espace Cémac en général et du Gabon en particulier. A cet effet, Libreville, par la voix de son ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du développement, Régis Immongault, a tenu à informer l'opinion publique gabonaise de l'imminence d'une banqueroute au Gabon. « *La crise financière est là, elle est dure* », a-t-il déclaré. Libreville explique cette situation économique et financière morose par la baisse des prix mondiaux du pétrole ces dernières années et celle du volume de la production nationale de l'or noir. La question qu'on pourrait poser serait de savoir ce que le pouvoir avait fait des excédents de recette engrangés quand le prix du baril était très élevé.

Libreville peine à régler sa dette auprès des opérateurs économiques qui se retrouvent en difficulté et sont obligés de licencier à tour de bras. La liste des entreprises en difficulté à cause du non respect des engagements publics s'allonge chaque jour. La semaine dernière, les agents de l'entreprise spécialisée dans la restauration, Sodexo, ont, une fois de plus, manifesté pour exprimer leurs inquiétudes quant aux menaces de licenciement dont ils font l'objet à cause des impayés de l'Etat. Le secteur qui semble le plus touché est celui du BTP. En effet, il n'est pas rare de voir les chantiers de construction des routes et bâtiments publics en arrêt à travers le pays. L'université Omar Bongó, la première institution universitaire publique du pays, ressemble à un champ de ruines ; l'Etat n'arrivant pas à réfectionner quelques dizaines de mètres de route depuis 2 ans. Les travaux sont à l'arrêt et la raison évoquée est toujours le non respect des engagements financiers de l'Etat auprès de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux.



Le ministre de l'Economie prépare-t-il l'opinion à l'annonce d'une faillite ?

A la crise économique s'ajoute la crise de la liquidité bancaire

Comme si les impayés des salaires, primes et autres vacations des agents publics ne suffisaient pas à saper leur moral, voici que s'ajoute une crise de la liquidité bancaire née de la situation préoccupante de la seule banque publique gabonaise. L'Etat gabonais, qui peine à traduire les responsables de cette faillite bancaire en justice, éprouve toutes les difficultés du monde pour redresser la PostBank. La raison est simple : seul un Etat en bonne santé économique et financière peut jouer le rôle de « *prêteur en dernier ressort* » pour sauver une institution financière en difficulté. Conséquences sociales : les épargnants ont vu leur épargne confisquée. A ce sujet, Alain Ndoutoume Ngomo, conseiller du directeur général de la banque en crise, déclarait ce qui suit le 24 octobre dernier : « *nous avons des clients qui nous ont confié leurs avoirs. Lesquels ne sont plus disponibles en termes de trésorerie* ». Pire, les fonctionnaires, qui ont été encartés de force de ladite banque, éprouvent toutes les difficultés du monde pour retirer leurs salaires en cette période de rentrée scolaire. Ces derniers ont été orientés vers d'autres établissements bancaires qui se retrouvent, de ce fait, en problème de liquidités pour payer ces surplus de salaires.

Tous les ingrédients sont réunis pour une faillite de l'Etat

En somme, Libreville voit le revenu tiré des exportations du pétrole diminuer. Les taxes collectées auprès des entreprises en difficulté baissent aussi. Les ménages, qui sont de plus en plus au chômage, ne peuvent plus payer des impôts et baissent leur niveau de consommation. Là aussi, l'Etat perd au niveau de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), des taxes sur le revenu des ménages et des droits de douane, car les importations baissent elles aussi. Les entreprises, qui produisent les biens et services de consommation, vont voir leur chiffre d'affaires chuter, car les ménages ne consomment plus assez. Là également, l'Etat perd au niveau des taxes sur le profit de ces entreprises, car plus leur chiffre d'affaires baisse, moins elles peuvent être imposées. En plus, il y a l'assèchement des principales sources de financement du Trésor public parce que l'Etat vit au-dessus de ses moyens depuis des années. Si on ajoute à cela la croissance économique en berne, la dette publique galopante (plus de 40 % du produit intérieur brut actuellement), qui limite les possibilités d'endettement nouveau, le système bancaire en difficulté et la crise post-électorale non encore soldée qui augmente le « *risque pays* », tous les ingrédients semblent réunis pour une faillite de l'Etat gabonais. D'où la déclaration du ministre : « *La crise financière est là, elle est dure* ».